

CIBLE

Raffarinades

Les élites raffolent du terrain.
A gauche, Martine Aubry joue à la femme de terrain alors que cette énarque a vécu dans les ministères.

A droite, Jean-Pierre Raffarin prend des poses provinciales alors que ce fils de ministre a passé sa jeunesse dans les cabinets ministériels et dans les appareils politiques avant de devenir directeur général de Krief Communication. Et le fait d'avoir été élu régional ne permet pas nécessairement d'accéder à une conscience politique supérieure. Preuve en est le recours par ce publicitaire au travail d'image et aux effets d'annonce - d'autant plus massifs que rien ne peut être fait avant les législatives.

On s'agite donc. On menace. On promet. Pures raffarinades ! Nous avons affaire à un état-major de campagne électorale qui dispose à sa guise des moyens de l'État pour sa propagande. Hélas, même sur ce plan, la « génération Terrain » est désolante : on nous l'a fait tant de fois, le coup des CRS dans le RER et de la descente du Ministre dans le métro !

La répétition des mêmes mots et des mêmes gestes serait comique si la situation sociale n'était pas explosive.

GLOBALISATION

Les fanatiques du marché

Pays-Bas

**Danger
à droite**

p. 5

Idées

**Sauver la
Constitution**

p. 9

Schuman

Dans le numéro 792 de *Royaliste*, M. Jean Charbonnel veut jeter le discrédit sur Robert Schuman en affirmant qu'il a été ministre de Pétain. Il faut préciser que sous-secrétaire d'État dans le gouvernement Reynaud (mars 1940), Robert Schuman conserva ce poste dans le ministère Pétain et fut chargé des réfugiés, mais pour peu de temps, car il se retira à Metz avant le 10 juillet 1940. Il faut ajouter qu'il résista ensuite aux Allemands, fut emprisonné et déporté, mais évadé en 1942.

Jean Charbonnel écrit donc abusivement qu'il « n'a pas beaucoup quitté ses pantoufles pendant la guerre ».

M. S. (Allier)

Salaires

J'ai lu attentivement votre numéro spécial de quatre pages « Avec Jean-Pierre Chevènement », et j'ai le sentiment d'être en accord avec ce qui y est exprimé, sauf peut-être, sur le point de la page 3 qui propose « la relance par l'augmentation massive des salaires (...) ». Car comment, dans un tel cas, les petites entreprises tiendraient-elles ? Et les artisans ?

En tout cas, notre pauvre France aurait bien besoin d'un nettoyage en profondeur, d'un ravalement de

façade, car pour l'heure sa voix ne compte pas davantage que celle du Lichtenstein ! Et sa langue est en perdition. Je ne suis pas très instruit et ignore ce qui se trame dans les soupentes de la politique, mais je vois assez clair.

É. P. (Oise)

Humeur...

Le royalisme sans le Prince est-il viable ? Royaliste de cœur et de principe depuis l'adolescence, membre (peu actif il est vrai) de la NAR depuis plus de douze ans, je m'interroge sur la légitimité de poursuivre l'action politique qui est la nôtre sans la participation, au moins un plus grand soutien, du Prince.

Nul d'entre nous – comment le pourrions-nous ? – ne remet en cause la légitimité dynastique des Orléans. Avouons cependant, qui plus est depuis le décès de feu le précédent Comte de Paris, que les héritiers du Trône de France ne montrent guère de pugnacité à essayer de retrouver la place qui leur revient. Cette situation m'en rappelle d'autres, bien lointaines aujourd'hui, mais qui, en leur temps, ont sans doute pesé lourdement sur le rétablissement de la monarchie : naguère, un certain Comte d'Artois, frileusement débarqué à l'Île d'Yeu, refusait de venir « chouanner » avec Charette, avec le résultat que l'on sait. Je n'irais pas jusqu'à reprendre la phrase, sans doute apocryphe, prononcée à cette occasion par le

Chevalier sur la lâcheté du Prince...

Avouez que dans ces conditions – celles d'un engagement politique fort timide, et de l'actuel Comte de Paris et de ses futurs successeurs – il faut avoir bien des certitudes sur la monarchie pour continuer un indéfectible soutien. Avons-nous bien la fidélité des Grands Ancêtres ? J'avoue ne pas avoir l'absence de doute d'un Cadoudal...

La royauté et avec elle le royalisme ne peuvent assurément exister sans l'engagement net du Prétendant. Mieux même, si j'ose dire, que serait un Roi qui ne devrait son Trône qu'au seul choix de ses partisans ou des électeurs... Un président mon général !...

Mon propos est d'autant motivé que la République est moribonde, sinon morte, ce 21 avril, puisqu'elle ne nous laisse que le choix entre un « gangster » et un « fasciste ». Le temps n'est-il pas venu d'une proposition alternative concrète ?

E.W. (Saône-et-Loire)

A cheval, que diable !

Royaliste ne pourrait-il pas se couvrir un peu les prétendants, aussi bien le prince Henri que le prince Louis-Alfonso de Bourbon, pour avoir dans vos rubriques leurs idées sur les problèmes actuels et le malaise de la République. Si l'un des deux se donnait autant de mal qu'Arlette Laguillier, je pense que les royalistes pourraient avoir une représentation à la Chambre. Que font ceux qui sont censés nous représenter ?

G. J. (Paris)

Chevènement

Comme vous, je partage certaines analyses de J.-P. Chevènement et de votre comité directeur. Cependant, sur une

question particulière qui est celle du conflit du Proche-Orient, le peu que j'ai entendu des prises de position de Jean-Pierre Chevènement sur cette question ne sont pas tout à fait les miennes (je demande à en savoir plus). Pour la simple et bonne raison que je me tiens à bonne distance – comme nombre de personnes – du matraquage (manipulation ?) médiatico-journalistique qui tente de nous donner une vision dualiste des événements, ici ou ailleurs : il y a les bons et les méchants, les blancs et les noirs, etc.

Je pense que le politiquement correct fausse les débats au nom d'un principe erroné qui est celui du dominant/dominé. Si vous êtes dominé ou « victime », on justifiera l'injustifiable (attentats, etc.). Il me semble qu'il y a certaines valeurs et concepts éthiques hérités de notre tradition occidentale, judéo-chrétienne et humaniste – comme la République – qui sont « intouchables ». La même analyse, à mon avis, serait applicable en France mais elle serait trop longue à développer par mail !

Concernant Chevènement, j'ai été au contraire étonné du peu de suffrages qui se sont portés sur lui. Quant à Le Pen... Venant par tradition familiale d'un milieu où gaullisme, radicalisme et « royalisme » se sont allégrement mélangés, je ne peux souscrire à l'esprit et à la lettre des thèses fascisantes du FN. Cependant, contrairement aux adeptes du « politiquement correct », je ne jette pas la pierre à ceux qui ont porté leur vote sur Jean-Marie Le Pen. Par contre, je ne « supporte pas » d'entendre parler certains militants et sympathisants du FN. C'est avec tristesse que je vois le drapeau français prêt à être confisqué par ces gens-là. De ce point de vue, j'apprécie le sens patriotique de J.-P. Chevènement car je pense (?) qu'il ne confond pas nationalisme et patriotisme.

S. M. (Suisse) (par courriel)

Chevènement

Éclatement du pôle

Tel qu'il s'était constitué, selon la ligne définie par Jean-Pierre Chevènement pour la campagne présidentielle, le Pôle républicain n'est plus. C'est pourtant sous cette dénomination qu'un nouveau parti est né, dans la confusion et l'amertume.

Partie à la bataille dans l'enthousiasme, grossie de nombreux éléments en cours de route, la troupe chevènementiste continue sur sa lancée mais ce n'est déjà plus la même et le cœur n'y est plus. Ce n'est pas l'échec du 21 avril qui provoque les départs, les scissions, les allers-retours et le traumatisme profond de tous ceux qui avaient cru changer la politique, mais le retournement opéré au soir du 5 mai.

Un échec peut être surmonté – surtout quand on rassemble un million et demi d'électeurs et un bel ensemble de militants déterminés. Mais quand il n'a pas été débattu et largement accepté, l'abandon de la ligne directrice provoque une crise de confiance. Tel fut le cas au lendemain du 5 mai lorsque Jean-Pierre Chevènement confirma, sans tenir compte des mises en garde et des avertissements exprimés par de nombreuses personnalités, qu'il souhaitait parvenir à un accord national avec le Parti socialiste pour les élections législatives.

On discutera longtemps des motifs d'une telle décision. Certains jugent que la défunte direction du Mouvement des Citoyens (Jean-Pierre Chevènement, Georges Sarre, Didier Motchane) a voulu sauver quelques sièges de députés. D'autres estiment que Jean-Pierre Chevènement n'a pas supporté les accusations

de ceux qui le rendent responsables de l'échec de Lionel Jospin et que l'ancien candidat n'a pas eu la force, au soir du 5 mai, de rompre totalement avec le Parti socialiste, identifié à une gauche idéale.

Quoi qu'il en soit, les dégâts sont immenses et sans doute irréparables. Certes, le Mouvement des Citoyens s'est dissout comme prévu dans un nouveau parti, dénommé Pôle républicain, qui devrait prendre sa forme définitive à l'automne. Mais cette nouvelle formation s'est constituée dans des circonstances très défavorables.

Décidée le 5 mai dans la précipitation, l'offre d'accord pour les élections législatives faite au Parti socialiste par Jean-Pierre Chevènement plaçait ce dernier dans une position de faiblesse.

Cette erreur tactique a eu sa sanction immédiate puisque François Hollande a refusé tout accord général. Ce qui contraint les chevènementistes – qui argumentent en public de leur splendide solitude – à passer au cas par cas des accords obscurs et sans gloire avec les socialistes. Le Pôle soutient entre autres Arnaud Montebourg en Saône-et-Loire et Jean-Marie Bockel dans le Haut-Rhin ; Jean-Luc Mélançon renonce à se présenter contre Georges Sarre... La raison de tout cela ? Allez savoir...

Surtout, la proposition d'accord avec l'aile gauche de l'oligarchie pour contrer l'aile droite a complètement désorienté les militants et sympathisants qui avaient été mille fois appelés à la lutte contre les représentants « du pareil au même ». D'où une situation très confuse qui n'a pas été clarifiée par les Assises du Pôle, tenues le 12 mai.

Une semaine plus tard, un bilan provisoire et très sommaire faisait apparaître trois fractures :

1° La fracture plus ou moins nette provoquée par les militants et les élus du MDC qui ont refusé de rejoindre le Pôle afin de préserver leur ancrage à gauche : ainsi les députés Jacques Desallangre (Aisne), Jean-Pierre Michel (Haute-Saône), Pierre Carassus (Seine-et-Marne) qui a quant à lui fondé un mouvement dissident. Par ailleurs, Émile Zuccarelli (Bastia), qui avait soutenu Jean-Pierre Chevènement pendant la campagne présidentielle, se présente comme radical de gauche.

2° La fracture, latente, qui existe à l'intérieur du nouveau Pôle entre les partisans de l'accord à gauche (Jean Charbonnel, Éric Halphen) et ceux qui pensent pouvoir faire triompher l'intention initiale du rassemblement de diverses familles et sensibilités : ainsi le jeune gaulliste Jérôme Baloge, le communiste Pierre

Lévy ou encore François Morvan, ancien militant de la LCR. De très nombreux militants se situent dans cette opposition interne : ils ont fait un triomphe à Elisabeth Lévy le 12 mai, sifflé Jean-Pierre Chevènement lorsqu'il a semblé s'accommoder des départs de certains et applaudi lorsque le président du Pôle a déclaré qu'il souhaitait les voir revenir.

3° La fracture, ouverte, de celles et ceux qui estiment que le Pôle n'est qu'un MDC élargi et que son président n'est pas à la mesure des enjeux : des personnalités (Elisabeth Lévy et Philippe Cohen de Marianne, Michel Pinton...), des fidèles du Général (Pierre Maillard, Pierre Dabiez, Pierre Lefranc) ainsi que les dirigeants et les militants de la Nouvelle Action royaliste qui ont opéré une rupture complète le 7 mai, après décision unanime des membres de son Comité directeur.

Cette brève analyse (1) pourrait faire croire que nous assistons à de classiques turbulences politiques accompagnées de banales manœuvres électorales. Tel n'est pas le cas. Jean-Pierre Chevènement et ses proches ne semblent pas soupçonner l'ampleur du traumatisme provoqué dans toutes les familles de pensées et dans tous les groupes militants par leur changement de ligne. Incompréhension et tristesse étouffent les réactions polémiques. Qu'ils soient restés au Pôle ou qu'ils en soient partis, presque tous ceux qui ont participé à l'aventure commune veulent, d'une manière ou d'une autre, rester ensemble pour préparer les luttes à venir. Passé les législatives, il faudra très vite répondre à ce souhait.

Yves LANDEVENNEC

(1) Tous les détails et toutes les nuances des diverses prises de positions sont publiées par le Club du 21 septembre 1792. « site des républicains opiniâtres » (<http://www.21septembre.com/>) qui fait toujours bon accueil aux communiqués et déclarations de la Nouvelle Action royaliste.

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Courrier - p. 3 : Éclatement du Pôle - p. 4 : Jeunes - La présidentielle vue d'en face - p. 5 : L'innocence perdue - p. 6/7 : Les fanatiques du marché - p. 8 : Diplo - Furieusement tendance - p. 9 : Vive la V^e République ! - p. 10 : Une voix libertaire - Vierges noires - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Lignes de front.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
Adresse :
Profession : Date de naissance :
souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (19,10 €) ☐ six mois (30,50 €) ☐ un an (45,75 €) ☐ soutien (95 €)
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Jeunes

Le populisme a ceci d'af-freux qu'il simplifie à l'extrême les problèmes. Voilà ce qu'on entend dire dans les milieux affaîrés de l'oligarchie et ce n'est pas faux. Même si, en lançant sur la place publique des concepts très difficiles à élucider (« identité ») les populistes nous obligent à des réflexions approfondies...

Mais ceux qui prennent la pose d'intellectuels distingués feraient bien de se méfier de leurs propres simplismes. Par exemple lorsqu'ils célèbrent Les Jeunes qui descendent dans la rue pour combattre le fascisme.

Tous les jeunes ? Avant le 5 mai, c'était là une évidence qu'il ne faisait pas bon nuancer. Pourtant, depuis que Nicolas Sarkozy est « descendu sur le terrain » on a vu réapparaître une sous-catégorie de jeunes : les jeunes des banlieues contre lesquels la police va être équipée de pistolets à balles de caoutchouc. Tous les jeunes de banlieue ? Non. Car on ne peut pas dire que la cible visée par le toujours jeune Nicolas S. est une sous-sous catégorie, issue de l'immigration.

Le jeunisme justement dénoncé par Pierre-André Taguieff se double donc de discours et de pratiques anti-jeunes d'autant plus stupides que les jeunes de banlieue étaient nombreux à brandir le drapeau tricolore contre... les jeunes du Front national. Pour sortir de cette sociologie primaire, il faut réapprendre à penser en termes de conflits de classe et d'affrontements politiques.

Jacques BLANGY

La présidentielle vue d'en face

L'étranger a fortement réagi à l'élection présidentielle française, un peu partout dans le monde. Quelles leçons, nous autres Français, pouvons-nous en tirer ?

Vécues sur place, au Chili, les réactions aux deux tours des présidentielles me mènent à proposer quelques éléments de réflexion qui seraient probablement plus difficiles à extraire de l'effervescence et de la prolifération des remarques, commentaires et analyses en boucle qui ont inondé notre pays ces dernières semaines.

En voici trois, parmi les plus marquants.

Le premier, qui saute aux yeux, est l'impact énorme qu'ont eues ces élections à l'étranger. Depuis l'élection de François Mitterrand en 1981 et l'appel de Cancun, qui avaient eu, pour des raisons différentes, un retentissement semblable, on avait fini par oublier à quel point notre pays tient une place à part dans le cœur des hommes, et les responsabilités que cela nous donnait. Que la menace de l'extrême droite ait pu un moment apparaître aussi sérieuse en France a profondément bouleversé le monde. Même CNN, représentant pourtant la fraction la moins francophile de la planète, y a consacré des heures (les commentaires américains mériteraient d'ailleurs des pages entières d'analyse). Cette onde de choc qu'a provoqué le résultat du premier tour, on l'a ressentie partout, mais tout particulièrement en Afrique et en Amérique Latine où, même si elle a perdu le monopole de la culture, la France représente encore, au plus haut niveau, l'humanisme, les valeurs des Droits de l'homme, et l'espérance qu'il reste encore un

endroit au monde où tout ne se mesure pas en termes strictement mercantiles. Et là, une fois de plus, on ne peut que se répéter la phrase toujours d'actualité de Bernanos : « Français, si vous saviez ce que le monde attend de vous... ».

Le deuxième est peut-être plus facile à voir depuis le Chili : c'est l'étonnement, même la consternation devant la si courte mémoire des Français. Ici, la dictature a laissé des traces encore fraîches : il n'est pas de mois que les excavations des chantiers, un peu partout dans le pays, ne découvrent des charniers, que l'on se garde bien de fouiller et de commenter, tant la peur a été (et reste encore même aujourd'hui) un élément omniprésent dans la vie des Chiliens. Qui, tant chez les partisans que chez les adversaires de Pinochet, n'a vu un ami, un parent ou des relations, disparaître pour un jour ou à jamais ? On sait ici, et d'expérience très récente, qu'une fois installée, la dictature est aussi implacable pour ses adversaires que pour ceux qui ont cru en elle, et qu'elle ne respecte rien, ni ses discours, ni ses principes, ni - encore moins - les hommes. Ceci se vérifie partout et toujours, et que les Français, qui ont vécu cette expérience durant la guerre, aient la mémoire si courte, confond nos amis chiliens.

Enfin le troisième est une analyse plus générale et porteuse d'espérance. Le continent sud-américain vient de vivre deux événements complètement nouveaux dans son

histoire, et qui présentent des points communs avec les élections françaises, malgré leur peu de relations apparentes. En Argentine, la population, désespérée, sans chef, sans consigne et sans programme, a fait tomber trois gouvernements et deux présidents en quelques mois. Au Venezuela, le président Hugo Chavez, soupçonné de dérive castriste voire (donc) « terroriste » par les États-Unis a été successivement déposé puis remis dans ses fonctions après 24 heures de prise du pouvoir par un homologue de notre M. Seillière. Il faut dire que ce brave homme, président de la FEDECAMARA (Fédération des Chambres de Commerce), avait voulu appliquer à un pays entier une pure logique d'entreprise. Programme tellement caricatural que même ceux qui y étaient favorables et avaient en sous-main poussé à l'éviction de H. Chavez ont dû, devant le gonflement de l'exaspération populaire, revenir en arrière et rendre son siège au président légitime. Quel rapport, direz-vous ? Dans les trois cas, en France, en Argentine et - en partie - au Venezuela, le peuple s'est levé et a été capable avec une facilité déconcertante de faire s'écrouler les logiques politiques imposées par un système néolibéral présumé tout-puissant. Quand un peuple refuse de se conformer passivement à ce que des gourous autoproclamés lui disent être son opinion, s'il réagit en fonction de son bon sens et de ses aspirations les plus légitimes, il peut démontrer très vite à quel point sans lui le pouvoir n'existe plus. Message encourageant pour l'avenir : rien n'est inéluctable.

François VILLEMONTÉIX

L'innocence perdue

Rien ne va plus au royaume d'Orange. Les plus pacifistes des Européens ont eu soudain la révélation de leur abandon des musulmans de Srebrenica, il y sept ans, et leur premier assassinat politique depuis celui du Taciturne en 1584.

Le Premier ministre et le chef d'état-major néerlandais ont dû démissionner après la mise en cause officielle du contingent hollandais dans le massacre des habitants de l'enclave musulmane de Srebrenica. Le candidat le plus en vue dans la campagne législative qui s'ensuivit, dont l'hostilité à l'Islam était le principal cheval de bataille, est assassiné huit jours avant la date des élections par un écologiste. Sa liste remporte néanmoins, partie de zéro il y a quelques semaines, 26 sièges sur 150 soit plus que les sociaux-démocrates qui étaient au gouvernement. Une impression de déjà vu en France un mois plus tôt.

En France, Le Pen et son petit carré de « traditionalistes » font écran à la réalité du mouvement qui s'exprime à travers l'Europe. Certes il y a un point commun : la lutte contre l'immigration spécialement musulmane. Les Pays-Bas sont le pays le plus prospère de l'Union européenne, avec le plus bas taux de chômage, le plus mondialisé avec succès et sans grande opposition. Le candidat populiste aux Pays-Bas n'était visiblement pas regardé comme tel dans ce pays politiquement correct. La personnalité de Pim Fortuyn et l'honnêteté des Néerlandais devraient permettre de requalifier les courants qu'on associe ailleurs, pour faire court, à l'extrême droite.

Les Chrétiens-démocrates, les véritables vainqueurs de l'élection du 15 mai et les Libéraux envisageaient le plus naturellement du monde de gouverner avec M. Fortuyn. Pourquoi ? Quel est l'argument par lequel l'opposition aux immigrants passa tout à coup pour « libérale », « ouverte » ?

Parce que le brillant sociologue homosexuel épousait les valeurs libertaires de la majorité des Hollandais et se comparait à Margaret Thatcher ou à Silvio Berlusconi mais en aucun cas à Jean-Marie Le Pen. Libéralisme économique, mais aussi libéralisme politique. Il ne trouvait rien à redire à la légalisation des drogues « douces » et de l'euthanasie. Son opposition résolue à l'Islam visait, selon lui, l'intolérance de cette religion contre les femmes, les homosexuels et en général la culture des Lumières. Berlusconi avait déjà tenu le même discours. On trouverait bon nombre d'hommes et de femmes politiques en France, à gauche et à droite, pour tenir des propos analogues. C'est nettement plus élégant et distingué que de faire la chasse aux « bougnouls » : pas de racisme ici mais de la culture, des valeurs, de la civilisation.

M. Fortuyn distille lentement son poison, non pas dans quelques marges sensibles, mais dans le gros du courant, on pourrait dire « centriste », de l'électorat. Il est représentatif de la « culture du narcissisme » en vogue outre-Atlantique (1). La liste de M. Fortuyn n'avait que son nom pour emblème. Poussant la logique de l'individualisme jusqu'au bout, il ne souhaitait pas créer de parti. S'il devait chercher un titre, son mouvement pourrait prendre celui d'EGO, quelque soit le contenu à donner à l'acronyme.

L'homme est mort et son groupe sera éphémère dans la vie politique hollandaise qui a connu des précédents (Démocratie 66). Mais l'idée qui a été lancée risque de durer et de se propager. Elle doit être débusquée avec un soin tout particulier tant elle est intimement liée à certaines valeurs démocratiques et libérales. Elle n'en est que plus perverse. On la capte sans s'en apercevoir, comme un virus.

Les clichés de la vieille extrême-droite ont vieilli. La nouvelle droite, s'il faut encore l'appeler ainsi, est bien plus redoutable. Elle reste conforme à ce qu'elle fut à ses débuts, avec ce mélange explosif d'idées de gauche et de réflexes de droite. Heureusement, le Front national en France n'a pas atteint ce degré de sophistication de la culture néerlandaise. D'autres comportements politiques, à droite et à gauche, méritent d'être suivis de ce point de vue. L'extrême droite n'est pas toujours là où on la cherche ni où elle se donne comme telle.

Yves LA MARCK

(1) Voir le livre de Christopher Lasch « La culture du narcissisme », analysé par Gérard Léclerc dans *Royaliste* n° 777.

BRÈVES

♦ **ROUMANIE** - C'est au château de Savarsin, en Transylvanie, où il est venu passer les fêtes de la Pâques orthodoxe que le roi Michel I^{er} a commémoré, le 10 mai, l'anniversaire de l'indépendance de la Roumanie. Cette date qui était la fête nationale roumaine sous la monarchie, n'est plus célébrée depuis la prise du pouvoir par les communistes en 1947. Elle marque un triple anniversaire : celui du 10 mai 1866 où le prince Carol de Hohenzollern-Sigmaringen a prêté serment devant le Parlement de Bucarest, celui du 10 mai 1877 où le prince Carol proclama l'indépendance de la Roumanie et enfin celui du 10 mai 1881 où le prince fut intronisé roi de Roumanie sous le nom de Carol I^{er}. De nombreux Roumains sont venus à cette occasion visiter le roi Michel et assister au spectacle de musique et de danses populaires donné dans le parc du château.

♦ **ITALIE** - Le Sénat italien a adopté en deuxième lecture, par 187 voix contre 27 et 13 abstentions, l'amendement constitutionnel qui mettra fin à l'exil des princes de la Maison de Savoie. Il ne reste plus maintenant que le vote de la Chambre des députés, en deuxième lecture, pour que le texte soit adopté définitivement. Ce vote pourrait intervenir courant juillet, mettant un terme à un exil de cinquante-six ans.

♦ **MONACO** - Le Conseil national monégasque a voté le 2 avril un amendement constitutionnel modifiant les règles de transmission de la couronne. Amendement qui permettra aux enfants de la princesse Caroline de prendre rang dans la succession dynastique au cas où le prince Albert n'aurait pas d'héritier direct. Le prince Rainier, âgé de soixante-dix-neuf ans, et qui vient de fêter ses cinquante-trois ans de règne a été hospitalisé le 14 mai pour subir des examens en raison de son état de fatigue générale.

♦ **THAILANDE** - Le pays a commémoré le dixième anniversaire de la répression sanglante des manifestations populaires de mai 1992. On se souvient que d'immenses manifestations pacifiques s'étaient opposées à l'auto-nomination comme Premier ministre de Suchinda Kraprayoon, chef de la junte militaire qui n'hésita pas à faire tirer sur la foule désarmée. Il fallut l'intervention du roi Bhumibol, unanimement respecté, pour mettre fin aux affrontements. L'image des deux adversaires, Suchinda le militaire et Chamlong le chef des manifestants, ensemble prosternés au pied du roi avait fait alors le tour du monde.

Un grand économiste libéral qui a démissionné de ses hautes fonctions à la Banque mondiale explique à partir d'une multitude d'exemples concrets pourquoi l'application fanatique des principes de l'économie de marché aboutit à des catastrophes financières et à l'appauvrissement des pays pauvres et des classes moyennes et populaires dans les zones les plus développées. Aux chefs d'État et de gouvernement qui veulent trouver ou retrouver le chemin du développement économique et du bien-être collectif Joseph Stiglitz offre un guide pour le salut de chaque nation et pour une nouvelle coopération mondiale.

Maroc. Dans un village pauvre, un organisme d'aide au développement apprend aux villageoises à élever des poulets. L'idée est bonne, le succès récompense l'effort commun, la nourriture est assurée. Un haut responsable de la Banque mondiale se rend sur place et constate que l'élevage a disparu. Il s'étonne. Les autorités marocaines lui expliquent qu'une entreprise d'État donnait aux villageoises des poussins de sept jours : apprenant la chose, le représentant du Fonds monétaire international avait signifié au gouvernement que l'État sortait de son rôle en distribuant des poussins et qu'il fallait laisser faire le marché. De fait, une entreprise privée proposa de vendre des poussins, mais sans donner la moindre garantie sur le taux de survie des volatiles nouveaux-nés. Ne pouvant prendre le moindre risque financier, les villageoises mirent fin à l'élevage. Pas d'aide de l'État, pas de marché, moins de nourriture.

Côte d'Ivoire. Le service téléphonique est privatisé et une firme française obtient du gouvernement le monopole de l'exploitation du réseau classique et du portable. Immédiatement, la société privée augmente les tarifs à un tel point que les étudiants ivoiriens n'ont plus les moyens de

se connecter à Internet. Pas de service public, un marché théoriquement rentable et le développement du pays gravement compromis.

Kenya. Le FMI exige que le pays ouvre son marché financier à la concurrence mondiale et accepte que les forces du marché fixent les taux d'intérêts. Le résultat est catastrophique : quatorze banqueroutes en 1993 et 1994 et une hausse des taux d'intérêt qui pénalise gravement les petits producteurs locaux. Pourtant, le FMI tente d'imposer le même type de « libéralisation » à l'Éthiopie, alors que le système bancaire fonctionne à la satisfaction générale. Le gouvernement, qui craint que les paysans ne puissent plus acheter de semences à crédit et s'exposer ainsi à la famine, résiste au FMI qui suspend son aide. Il faudra que quelques économistes de la Banque mondiale déploient d'immenses efforts pour que les bureaucrates de New York acceptent de réviser leur position...

Ces trois exemples ne sont pas cités par un militant antimondialiste. On les trouve, parmi des dizaines d'autres tout aussi consternants, dans un ouvrage écrit par Joseph Stiglitz (1), ancien conseiller économique de Bill Clinton, devenu en 1997 économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale. Dans l'in-

différence quasi-générale, cet homme honnête démissionna de ces fonctions en janvier 2000 afin de pouvoir dénoncer en toute liberté l'idéologie et les pratiques des deux principales institutions financières internationales.

L'acte d'accusation est d'autant plus impressionnant que son auteur est prix Nobel d'économie et appartient à la grande école libérale - aussi différente de la dogmatique répandue par Alain Minc et consorts que peut l'être le régime nord-coréen de l'œuvre de Karl Marx. Joseph Stiglitz se réfère dans une certaine mesure au modèle économique de la « main invisible » (qui est censée réguler le marché au mieux des intérêts de tous et de chacun) tout en stipulant que la concurrence parfaite supposerait une information parfaite de l'ensemble des agents économiques.

Ce spécialiste du développement, qui ne sépare pas le travail théorique de l'enquête sur le terrain, n'est pas un adversaire de l'État ni de son intervention dans l'activité économique mais préfère (comme nous autres) des finances bien tenues, le libre commerce des biens et des services et des échanges libres sur le plan international. A condition, toutefois, que l'activité économique soit exercée avec prudence, dans le cadre d'une législation appropriée et sans que soit perdue

de vue sa finalité : le bien être des hommes grâce au développement économique et social.

C'est selon cette position modérée, conforme pour une large part au sens commun, que Joseph Stiglitz dénonce les « fanatiques du marché » qui règnent en maître au FMI et à la Banque mondiale et qui imposent à tous les pays demandeurs de crédits internationaux, sous toutes les latitudes et en toutes circonstances les trois dogmes de leur religion : équilibre budgétaire à tout prix, privatisations à tout va et libéralisation totale des marchés financiers.

Telles n'étaient pas les objectifs initiaux des institutions financières internationales qui

ont été créées en 1944 par des hommes marqués par le souvenir de la grande dépression des années trente. C'est Keynes qui a inventé le Fonds Monétaire International dans un souci d'action collective sur le plan mondial : il s'agissait de soutenir par des prêts les pays qui ne parvenaient pas par eux-mêmes à soutenir la demande globale - condition première de l'expansion économique et du plein emploi. La Banque mondiale (dénommée de manière exacte et significative Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) était quant à elle chargée de la résolution des problèmes structurels - notamment le financement de grands projets collectifs assurant le soutien

de l'activité économique et le développement à long terme du pays considéré. Il s'agissait donc d'un ensemble d'actions destinées à empêcher une nouvelle dépression mondiale et à favoriser la généralisation du bien être par le moyen de la coopération entre les États - le FMI fonctionnant grâce aux contributions versées par chaque État-membre qui participe au contrôle de cette institution publique.

Tout à fait favorable à l'organisation keynésienne de l'économie mondiale, Joseph Stiglitz explique comment le FMI et la BIRD se sont détournés de leurs missions initiales et ont imposé depuis une vingtaine d'années une politique qui contraire aux objectifs premiers. Au lieu de chercher à pallier les insuffisances du marché, on a proclamé la totale efficacité de ses mécanismes ; les politiques expansionnistes ont été remplacées par des politiques d'austérité ; le souci du plein emploi a été sacrifié à la lutte obsessionnelle contre l'inflation ; le financement de l'activité par la dépense publique a été sacrifié à la règle imbécile de l'équilibre budgétaire.

Ces prescriptions ultra-libérales n'ont pas été décidées par les États qui contribuent au financement du système mais elles ont fait l'objet du « consensus de Washington » qui s'est établi entre le FMI, la

BIRD et le Trésor américain. Il y a donc lieu de constater que le système financier international est l'instrument des États-Unis et le moyen privilégié de diffusion d'une idéologie et de pratiques qui sont imposées aux pays pauvres et qui sont adoptées par les nations d'Europe de l'Ouest.

Le gouvernement américain, quant à lui, accepte allègrement les déficits publics, soutient activement son industrie quand il le juge nécessaire et utilise massivement les subventions à l'exportation comme on le voit actuellement dans le secteur agricole. Il a tout à fait raison car les recettes qu'il prescrit pour le reste du monde provoquent et aggravent les catastrophes comme le démontre Joseph Stiglitz lorsqu'il analyse la crise asiatique de 1997 et la crise russe de 1998. L'exemple de la crise argentine s'ajoute à ce bilan en tous points négatif.

Partout où le « consensus de Washington » a été appliqué, il a provoqué toujours plus de misère, de violence, de révoltes sociales. Immenses régressions, sous formes de traités inégaux, de pactes de famine, de réduction des dépenses de santé, de renonciation à la gratuité de l'enseignement dans les pays pauvres... Là où les recettes ultra-libérales ont été rejetées (en Pologne notamment, le cas de la Chine étant plus complexe) la situation s'est améliorée.

Pourtant, les responsables de ces désastres s'obstinent. Leur aveuglement tient pour une part à un fanatisme comparable à celui des commissaires politiques staliniens, mais surtout à des intérêts de classe. Joseph Stiglitz établit de manière précise les liens entre les responsables du FMI et les intérêts de la finance privée. Les ministres des finances et les gouverneurs de banque centrale qui représentent leur pays au sein du FMI sont « étroitement liés à la communauté financière. Ils viennent des firmes financières et, après avoir servi l'État, ils y retournent ». Par exemple, Robert Rubin, qui fut secrétaire au Trésor, venait de la

plus grande banque d'affaires américaine (Goldman Sachs) et il est ensuite rentré à Citigroup qui contrôle Citibank, la plus grande banque commerciale américaine. Ainsi, « les politiques des institutions économiques internationales sont trop souvent alignées sur les intérêts commerciaux et financiers de ces milieux précis au sein des pays industriels et financiers ».

De fait, la finance privée souhaite que l'inflation ne diminue pas les profits, que le taux de chômage freine les revendications salariales, et des privatisations qui permettent le pillage des secteurs rentables... Il n'y a pas de « complot mondialiste » comme on l'affirme à l'extrême droite et dans certains milieux de la gauche antimondialiste, mais la défense concertée et remarquablement cohérente d'un ensemble d'intérêts privés par certains groupes sociaux opérant sous l'égide américaine.

Pour briser le cycle des crises financières et de l'appauvrissement, Joseph Stiglitz propose un ensemble de réformes raisonnables destinées à renouer avec les objectifs premiers de l'organisation financière internationale. Il appartient aux chefs d'État et de gouvernement qui veulent retrouver la liberté et la prospérité de les examiner de près et d'agir de manière concertée au sein du FMI et de la BIRD - sans oublier l'Organisation mondiale du commerce. La France pourrait jouer à cet égard un rôle décisif si sa classe dirigeante n'était pas liée, elle aussi, aux puissances financières.

Sylvie FERNOY

(1) Joseph Stiglitz, « La grande désillusion », Fayard, 2002 - prix franco : 20 €.

Pour une critique générale des thèses libérales et néo-libérales :

René Passet, « L'illusion néo-libérale », Fayard, 2000 - prix franco : 19,50 €.

Jacques Sapir, « Les trous noirs de la science économique », Albin Michel, 2000, prix franco : 21,90 €.

GLOBALISATION

Les fanatiques du marché



◆ Amérique latine : des victimes du F.M.I.

Diplo

Heureux les journaux qui disposent de beaucoup de place pour traiter avec précision les questions controversées ! Parfois contestable, toujours intéressant, *Le Monde diplomatique* publie dans son dernier numéro (1) plusieurs articles qui permettent de nourrir les débats d'actualité.

Il y a lieu de recommander tout particulièrement l'article du sociologue Loïc Wacquant (« Sur quelques contes sécuritaires venus d'Amérique ») qui démonte le mythe de l'efficacité de la « tolérance zéro » face à la petite délinquance – technique que nous importons des États-Unis alors que les spécialistes américains n'y croient plus.

Le durcissement de la répression exercée à l'égard des bandes de jeunes prolétaires passés à la délinquance ne produira pas les résultats annoncés et la permanence du sentiment d'insécurité alimentera le populisme qui a soudain reparu en France et qui se développe aux Pays-Bas, au Danemark, en Norvège et sous une forme spécifique en Italie. Dissipant le fantasme d'une poussée fasciste, Jean-Yves Camus étudie ces mouvements de protestation populaire qui sont la conséquence de la globalisation ultra-libérale.

Le dossier consacré à Vivendi Universal est à conserver puisqu'on nous annonce que la grenouille devenue bœuf est dans une situation critique en raison de l'ego surdimensionné de Jean-Marie Messier et malgré les avis éclairés de son Comité de prospective qui avait réuni en décembre dernier Samuel Huntington, Francis Fukuyama et... Luc Ferry. Comme le monde, même mondialisé, est petit !

Sylvie FERNOY

Furieusement tendance

Des saveurs, des odeurs, des coiffures, des chaises, des automobiles entrent dans la composition de l'esprit du temps de manière aussi significative qu'un article de Jean-Marie Colombani ou une déclaration de Robert Hue. Même la culture de l'insignifiance fait sens. Mais lequel ?

Dans les années trente, on aurait dit que ce livre (1) était épatant. Pendant les *Swinging sixties*, qu'il était formidable. Vers la fin des années soixante-dix, d'aucuns l'auraient décrété *inconcevable* – du moins *quelque part*. Aujourd'hui, nous dirons que son auteur, Patrice Bollon, prend un risque dans la mesure où il conteste la modernité, j'en veux dire le fait que nous sommes tous des individualistes.

Bref, il s'agit d'une démarche décalée qui expose à la ringardise – à moins qu'elle ne devienne *furieusement tendance* si d'aventure un grand parfumeur ou un couturier à la mode décide de baptiser « Esprit d'époque » ou *Zeitgeist* (presque la même chose en allemand) cette prise en sérieux des apparences qui nous rassemblent plus ou moins furtivement.

Je plaisante pour cacher mon embarras car le lecteur de Patrice Bollon hésite à employer les mots habituels de la critique puisque ceux qui nous viennent spontanément sous la plume sont pour la plupart datés, piégés, codés ou surcodés. Disons platement que ce livre paraît indispensable à tous ceux – journalistes, écrivains, artistes, philosophes, militants politiques – qui sont attentifs à l'air du temps et aux mouvements toujours énigmatiques de l'histoire qui se fait.

Mais plutôt que d'interroger les hommes de terrain ou supposés tels, les gourous du marché, la Pythie de la mondialisation heureuse ou le Charlatan Suprême à son retour d'Afghanistan, Patrice Bollon se soucie de manière infiniment plus instructive de la surface des choses, de la richesse des apparences, avec l'idée que le presque rien « fait époque » comme on disait il y a quelques années. Ainsi, même la « culture de l'insignifiance » dénoncée par Cornélius Castoriadis serait significative.

Pipotages ? Non point ! Nous succombons tous au charme de l'époque lorsque regardant un film populaire des années soixante (par exemple un bon vieux de Funès) nous revoyons les coiffures, les visages, les silhouettes des femmes de ce temps-là, bien différentes de celles des années Greco (Juliette) qui furent aussi celle de Sartre, du *Bikini*, des *Lucky Strike* et des *Dinky Toys*. Sachez, jeunes gens, que Patrice Bollon nous fait remonter plus loin encore dans la succession des époques, avant même celle du N°5 de Chanel (dont il conte au passage l'histoire), avant même les années Garbo avec leur esthétique baroque et leur crinoline façon Molyneux. Depuis le commencement du monde, à chaque époque ses couleurs (les Grecs ignoraient le bleu, que les Romains trouvaient

barbare), ses goûts (pas de vin pur pour arroser les repas médiévaux), son érotisme (tantôt les corps longilignes, tantôt les formes épanouies) ses styles automobiles (l'homme à la DS n'est pas l'important à la R 25 des années Mitterrand).

Toutes les époques ont leur conformisme, leur pensée unique, leur allure spécifique. Même la nôtre, qui se proclame individualiste et qui est dans une certaine mesure soumise à une culture massifiée.

Relativisme ? Patrice Bollon nous épargne cette facilité. L'infinie diversité doit avoir son principe d'unité, du moins pour une certaine époque. Et les changements dans les manières de porter ses vêtements, qui participent d'une manière d'être étudiée par Aristote, sont à inscrire dans la logique d'une histoire toujours problématique. Nos idées et les mots qui portent nos idées créent de nouvelles réalités mais ces idées ne nous appartiennent pas tout à fait puisque nous sommes tous plus ou moins soumis au sens commun, à tout ce qui « va de soi ». Les choses « allant de soi » ou supposées telles sont ces croyances, simulacres, bribes idéologiques et autres modes qui font l'esprit d'une époque et disparaissent avec elle. Nous voici entraînés dans de subtiles dialectiques pour lesquels maints philosophes sont requis. Patrice Bollon donne ainsi matière à penser tout en invitant à retrouver le goût du malanga et de la manigance. C'est extra...

Maria DA SILVA

(1) Patrice Bollon, « *Esprit d'époque*, Essai sur l'âme contemporaine et le conformisme naturel de nos sociétés », Le Seuil, 2002 – prix franco : 21 €.

Vive la V^e République !

Il est tout de même singulier que le seul enseignement, tiré du « séisme politique » des Présidentielles par bon nombre de nos commentateurs et politistes distingués, consiste en un changement de nos institutions. Ils assiègent toutes les tribunes, pour faire valoir leurs projets contradictoires, rêvant d'une Constituante qui reprendrait de fond en comble l'édifice, comme si la constitution bâtie par de Gaulle, approuvée par le temps, n'était plus qu'un tas de ruines. Le pire, c'est qu'à force de répéter cette sottise, on va finir par lui donner crédit. C'est dans la suite de l'affaire du quinquennat que Chirac a repris à son compte, après qu'une campagne d'opinion ait imposé cette réforme désastreuse. Mais il ne faut pas s'y tromper. Cela fait longtemps que certains cherchaient l'occasion d'en finir avec l'héritage gaullien, qui leur est depuis toujours insupportable. Il fallait le sens profond de la chose publique d'un François Mitterrand pour entériner finalement l'héritage, en dépit de son combat homérique contre le fondateur de la V^e République.

Nous en sommes revenus à la situation que de Gaulle décrivait dans ses *Mémoires d'Espoir*, celle qu'avait créée son départ au lendemain de la Libération, et qui avait permis le retour du régime des partis après qu'ait pris fin le temps exceptionnel où avait prévalu le service exclusif de l'intérêt public. Il est vrai que les partisans d'un système à l'américaine s'opposent aujourd'hui aux purs sectateurs du parlementarisme, mais le régime présidentiel nous priverait des avantages de l'indépendance monarchique du chef de l'État qui a la possibilité de laisser au Premier ministre le soin des soucis immédiats. On oublie que la souplesse du régime gaullien a permis de négocier certains tournants importants, lorsque le besoin d'un changement ne tourne pas à la crise, lorsque Georges Pompidou succède à Michel Debré, ou Laurent Fabius à Pierre Mauroy. Un président ne disposant pas de cette liberté et qui se trouverait aux prises avec une représentation parlementaire hostile, verrait pour de bon se concrétiser les pires méfaits de la cohabitation, ceux que nous n'avons pas connus précisément à cause du « jeu » que permet notre système original. Précisément, c'est le caractère original qui déplaît, comme tout ce qui s'apparente à une exception française.

Quant au retour au parlementarisme qu'appellent de leurs vœux exaltés nos écologistes, jamais en peine de démagogie, il est probable qu'il nous ferait goûter à un autre type d'exception, celui de nos précédentes républiques. De ce point de vue, je ne saurais mieux dire que Jacques Julliard qui vient de signer, au *Nouvel Observateur*, un article féroce auquel j'applaudis de toutes mes forces : « Ce sont des agités dangereux, des pervers, des Docteurs Folamour de la science politique. Ils avaient déjà inventé le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral. Encouragés par les échecs, ils persistent. La France vient de se réveiller lors du

premier tour de la présidentielle avec seize formations politiques. Pour pallier ce danger, ils ne proposent ni plus ni moins le retour à la IV^e, c'est-à-dire au gouvernement des partis. Bravos les artistes ! Il ne manque à leurs ordonnances qu'une petite dose de proportionnelle pour compléter le désastre. »

Tout l'article est de ce ton, accordé à la plus juste colère : « Nous sommes le seul pays du monde, je dis bien le seul, avec peut-être quelques États d'Amérique latine, où les crises sociales se soldent par des changements de constitution. » Jacques Julliard fait bien de parler de crises sociales, car si le premier tour de nos présidentielles est significatif de quelque chose, c'est bien de cela. Gauche et droite, sabordés par leurs extrêmes sont strictement dans le même cas de figure, et les formations dominantes ont été sanctionnées pour la même raison : le mécontentement d'une population déstabilisée, ayant le sentiment d'être dépossédée de toute influence sur son propre avenir. Alors qu'il faudrait enfin gouverner en s'appuyant sur la force d'un État incontestable, nos docteurs Folamour coalisent

leurs efforts pour en saper les bases. Ils n'ont à la bouche que le mot *décentralisation*, pour mieux détruire le fantôme d'un jacobinisme qui n'existe que dans leurs têtes : « Traiter la fracture sociale et la question des immigrés par la décentralisation, c'est donner le prix Nobel de médecine à l'inventeur du sparadrap. Les notables locaux sont encore plus conservateurs que les énarques, et, au moment où la France sourdement rongée par les particularismes et par la tentation communautaire, il y a plus urgent que d'augmenter les pouvoirs des conseils régionaux. »

Cette volée de bois vert suffira-t-elle à remettre un peu d'ordre dans les têtes ? On peut en douter, vu le degré d'inconscience et d'affolement de toute une classe d'intellectuels irresponsables et inconséquents. Ils n'ont même rien compris à l'avertissement des électeurs, ou s'ils l'ont compris ils ont

tout fait pour en dénaturer le sens. Ainsi ont-ils contribué au mouvement de mystification qui a consisté à inventer une improbable menace fasciste, là où il fallait désigner les causes du malaise et puiser autant de raisons pour une relégitimation du pouvoir politique. N'empêche, la réaction salutaire d'un Jacques Julliard encourage tous ceux qui ne sont pas prêts à se laisser emporter par le vent dominant et entendent répondre aux défis qui se posent à notre pays. N'est-il pas opportun de créer une sorte d'alliance ouverte de tous ceux qui sont décidés à ne pas précipiter le naufrage de nos institutions et qui, voulant rétablir la dignité du politique, l'autorité morale de l'État et la solidarité civique, feront barrage à la coalition des ennemis de la V^e République ?

Il ne s'agit pas de querelle d'école entre constitutionnalistes, il s'agit du seul choix commandé par l'intérêt public. Là encore Jacques Julliard formule excellemment le fond des choses. Il s'agit d'assumer un double risque : « Celui de faire respecter la loi, sans laquelle il n'est pas de République ; celui de proposer un avenir commun, sans lequel il n'est pas société, à des groupes tentés par le narcissisme et la délectation morose... Conclusion : le crétinisme institutionnel qui guette à nouveau les élites n'est qu'une échappatoire à leurs responsabilités sociales. » L'avertissement des Présidentielles doit être saisi avec tout le sérieux désirable. Demain, il faudra se fonder sur nos institutions pour enfin gouverner courageusement. Vive la V^e République !

Jacques Julliard, « Le mirage constitutionnel » dans *Le Nouvel Observateur* du 16 mai 2002.

par Gérard Leclerc



Une voix libertaire

Noam Chomsky, surtout connu pour sa théorie linguistique, est aussi une des grandes figures du courant de pensée libertaire contemporaine. A ce titre ses réflexions méritent que l'on s'y attarde.

Ce court livre reprend le texte d'une intervention prononcée à Albuquerque le 26 février 2000. Chomsky y développe un des thèmes de sa pensée, à savoir la confiscation de la démocratie et des libertés par les représentants du pouvoir économique au prétexte qu'il n'existerait pas d'autre alternative.

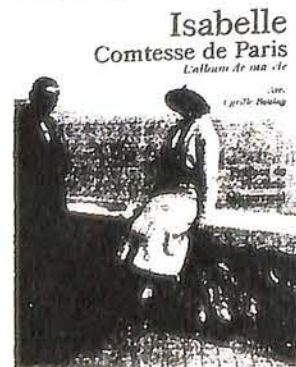
A partir d'exemples concrets, particulièrement l'évolution politique des pays d'Amérique latine, il étaye sa thèse, démontrant qu'entre démocratie et droits des citoyens et la défense des intérêts mercantiles, les élites au pouvoir ont, de tout temps, privilégié les seconds. Cette confiscation ne concernant pas seulement les nations en voie de développement, mais également les pays développés, s'articulant autour du slogan popularisé en son temps par Margaret Thatcher : « Il n'y a pas d'alternative. » Slogan repris par les classes dirigeantes afin de contrer toute autre pensée. Et Chomsky d'écrire :

« Aujourd'hui, les peuples sont considérés comme des étrangers au système, ignorants et importuns, dont le rôle est celui de spectateurs et non de participants, hormis en de périodiques occasions où ils ont le droit de choisir parmi les représentants du pouvoir privé. »

Et de conclure par une exhortation : « L'ordre socio-économique particulier qu'on impose est le résultat de décisions humaines prises à l'intérieur d'institutions humaines. Les décisions peuvent être modifiées ; les institutions peuvent être changées. Si nécessaire, elles peuvent être renversées et remplacées, comme des gens honnêtes et courageux l'ont fait tout au long de l'histoire. » On ne peut mieux dire.

Bruno DIAZ

■ Noam Chomsky - « La conférence d'Albuquerque » traduit de l'anglais par Héloïse Esquié. Éditions Allia - prix franco : 6,70 €.



Vient de paraître

L'album de ma vie par la comtesse de Paris

A l'aide d'une multitude de photos inédites, la comtesse de Paris raconte les innombrables moments inoubliables qui ont jalonné sa vie.

Prix franco : 26,50 €

Vierges noires

Apparues vers le XI^e siècle, les Vierges Noires sont réparties sur toute la France. Elles prennent une certaine importance au cours du XII^e siècle et disparaissent au XIII^e siècle sous les coups répétés de l'Église. Leur origine reste bien mystérieuse.

Le culte de la Déesse-mère est attesté dès la lointaine préhistoire. « La femme est un être plus mystérieux que l'homme. La beauté et l'équilibre de son corps, ses proportions harmonieuses, sa douceur, ses fonctions physiques, étonnent son compagnon ». Elle possède le fabuleux pouvoir de donner la vie. Les seins lourds et volumineux, le ventre rebondi de la femme enceinte fascinent. Celle-ci est honorée, vénérée. Bientôt, elle est l'objet d'un véritable culte.

« La Grande Déesse a été évoquée par toutes les civilisations et son origine se perd dans la nuit des temps ». Ca et là, elle se nomme Ishtar, Astarté, Artémis, Aphrodite, Minerve, Diane, Junon, Hécate, Isis...

Orientale, grecque, égyptienne ou gauloise, la Vierge est la « déité ancestrale de la fécondité ».

Que savons-nous de Marie, la mère de Jésus de Nazareth ?

On la fait naître seize ans avant l'ère chrétienne et mourir le 14 août 57. Si elle est déclarée en 431 mère de Dieu, ce n'est qu'en 1950 que le pape Pie XII proclame le dogme de l'Assomption. Peintures ou statues, les représentations des Vierges assises visent à glorifier la maternité.

« Mais pourquoi vers l'an mil des statues de la Vierge Marie sont-elles peintes de couleur très sombre, principalement en France, dans un pays où la race blanche domine ? »

En un texte clair, passionnant, étayé par une riche bibliographie, l'auteur s'efforce de répondre à cette pertinente question.

Rappelant, au passage, que « les déesses noires ont été adorées durant toute l'Antiquité, dans toutes les civilisations ». Le noir n'est-il pas la couleur de la grande nuit primitive précédant la Création ?

Au terme d'un exposé magistral, Jean-Pierre Bayard se livre à un remarquable essai de répertoire des Vierges noires en France et à l'étranger.

Ainsi que l'écrivait Jean Cocteau, « il y a trop d'âmes en bois pour ne pas aimer des personnages en bois ayant une âme ».

Michel TACK

■ Jean-Pierre Bayard. « Déesse mères et Vierges noires - Répertoire des Vierges noires par départements ». Éditions du Rocher. 2001. 336 pages - prix franco : 20,70 €.

La Nouvelle Action royaliste et le Pôle républicain

L'annonce par Jean-Pierre Chevènement de son intention de passer des accords électoraux avec le Parti socialiste a conduit le Comité directeur de la NAR à décider de quitter le Pôle républicain et de retirer la trentaine de candidats royalistes pressentis pour les élections législatives.

Au soir du 5 mai, Jean-Pierre Chevènement a annoncé sans concertation préalable qu'il souhaitait un accord électoral avec le Parti socialiste. Il a confirmé cette décision le 6 mai, lors de la réunion du Bureau du Pôle républicain, sans tenir le moindre compte des critiques et des adjurations de nombreux membres de ce bureau appartenant à diverses sensibilités et familles politiques.

Ainsi un magnifique rassemblement, riche d'avenir malgré les résultats décevants du 21 avril, est sacrifié dans une négociation électorale à très court terme et les objectifs fondamentaux du Pôle sont pervertis : après avoir mobilisé des milliers de militants et un million et demi d'électeurs dans la bataille contre l'ensemble du milieu dirigeant, on annonce un pacte avec les héritiers de Lionel Jospin, responsables, autant que les chiraquiens, des abandons de souveraineté, de la liquidation du patrimoine industriel de la nation et de la souffrance sociale qui touche d'innombrables habitants de notre pays.

En conséquence, la Nouvelle Action royaliste quitte le Pôle républicain. Bertrand Renouvin démissionne du Bureau de cette formation. Régine Judicis démissionne de son Comité stratégique. La totalité des candidats royalistes désignés ou pressentis par le Pôle pour se présenter aux élections législatives se retire de la compétition électorale.

Les dirigeants et les militants de la Nouvelle Action royaliste sont fiers d'avoir participé à la campagne présidentielle aux côtés de héros de la Résistance et d'anciens compagnons du général de Gaulle. Ils assurent un salut fraternel aux gaullistes, aux communistes, aux socialistes, aux nouveaux venus à la politique qui ont partagé l'espérance commune. Avec tous et toutes, ils souhaitent continuer le combat pour le salut de la patrie.

LE COMITÉ DIRECTEUR DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

SOUSCRIPTION

Rappel urgent : Nous avons lancé, il y a un mois et demi, notre souscription annuelle avec pour objectif d'atteindre les 10 000 € pour la fin du mois de juillet. Cet objectif est vital pour la vie du journal et c'est la raison pour laquelle nous nous inquiétons de la lenteur avec laquelle cette souscription a démarré.

Ne tardez pas à nous envoyer votre participation, même minime. C'est l'addition de toutes les bonnes volontés qui nous fera atteindre notre objectif - vital rappelez-vous en !

CONSEIL NATIONAL

Comme tous les deux ans, les élections pour le renouvellement du Conseil national de la NAR viennent d'avoir lieu. Les nouveaux élus tiendront leur première réunion le dimanche 23 juin à Paris. Cette réunion permettra, entre autres, d'établir le bilan de notre engagement dans la campagne pour l'élection présidentielle, de juger de notre capacité de mobilisation pour des actions militantes et d'envisager nos perspectives à court et moyen termes.

ABONNEMENT - ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 3,80 €.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (50 F - 7,65 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F - 4,60 €).

♦ Mercredi 29 mai : Elle écrit dans *Marianne*, elle fait de la télévision (« Culture et dépendances ») et milite au sein du Pôle républicain. Victime des bien-pensants voici quelques années pour avoir publié des articles « incorrects » sur le Kosovo, Elisabeth LEVY dénonce dans un tout récent ouvrage l'intolérance qui se cache derrière le consensus mou et l'acharnement des campagnes menées par les directeurs de conscience de la prétendue génération morale. Après avoir subi la loi des maîtres-penseurs stalinien, sommes-nous désormais exposés à « La Férule des Maîtres-censeurs » ? En examinant quelques cas récents, nous réfléchirons avec notre invitée sur le contenu de l'idéologie dominante et sur ses méthodes d'intimidation.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (7,65 € pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Lignes de front

La question du *clivage* est à nouveau largement débattue, et c'est en songeant à nos amis restés au sein du Pôle républicain ou qui viennent comme nous de le quitter que je veux m'adresser.

A la Nouvelle Action royaliste, il nous a fallu bien des années et beaucoup d'efforts pour dépasser le clivage droite-gauche, ce qui nous permet de comprendre les doutes et les angoisses de nos compagnons de lutte. A gauche, on craint de perdre le sens de la justice sociale. A droite, on redoute l'abandon des valeurs traditionnelles. Mais les plus fidèles à l'esprit de leur camp n'ignorent pas qu'ils font référence à une droite et une gauche idéalisées que les grands partis ont vidées de contenu.

D'où un malaise aggravé par le fait que le fameux clivage a été dépassé de la pire manière qui soit - dans le flou libéral-libertaire et dans l'alternance des équipes chiraquienne et ex-jospiniste composant l'oligarchie. Mais ce dépassement inattendu n'a pas effacé le vieux clivage puisqu'on retrouve, repoussé vers les extrêmes, l'affrontement entre le nationalisme autoritaire, censé défendre les « valeurs », et le communisme trotskiste qui affirme combattre pour la justice.

Cette situation, trop sommairement résumée, est tout à fait insatisfaisante pour les citoyens et pour les militants car le jeu politique est fractionné de telle manière que tout changement démocratique est bloqué.

Lors de l'élection présidentielle, nous avons assisté ou participé à un affrontement entre le peuple et les élites qui n'offrait aucune perspective puisque ni les divers candidats protestataires (cantonnés dans divers

problèmes de société, de la chasse à l'environnement) ni celui qui remplit après Georges Marchais la fonction de tribun de la plèbe (Jean-Marie Le Pen, qui a fait carrière sur cet autre problème de société qu'est l'immigration) ne peuvent offrir une alternative politique (pour le meilleur ou pour le pire) au gouvernement des oligarques.



D'où l'impuissance ressentie par le peuple protestataire ; elle sera aggravée par le résultat des élections législatives puisque le conflit droite-gauche va se rejouer sans que les millions de voix protestataires aient la possibilité d'être représentées par le Front national et par les trotskistes au sein de la nouvelle Assemblée nationale.

A chaque élection, le peuple protestataire est floué. Candidat à la présidence, Jean-Pierre Chevènement offrait une issue dans la mesure où le dépassement du clivage droite-gauche était compris comme une rébellion politique contre l'oligarchie (« du pareil au même ») selon un projet de révolution légale et dans la perspective de l'établissement d'un nouveau clivage électoral.

La redéfinition du clivage reste aujourd'hui en débat : certains voudraient retrouver une identité de droite (les souverainistes) ou de gauche (les communistes critiques et les socialistes authentiques) ; d'autres dessinent une opposition entre les Républicains et les Démocrates, en reprenant une polémique déjà ancienne. Nous pensons ici que le conflit majeur, dont il faudrait faire un enjeu électoral, oppose le parti des Politiques (ou parti républicain) et le Parti libéral-libertaire.

En décidant de négocier avec la gauche, Jean-Pierre Chevènement a renvoyé chacun à ses impasses et différé l'affrontement majeur - ce qui est très dangereux dans une période explosive. Le débat est d'autant plus complexe que les Politiques doivent engager le combat sur trois terrains et dessiner ainsi trois lignes de front :

Le terrain électoral est celui de l'affrontement entre deux pôles formés par des partis coalisés ;

Le terrain intellectuel est le lieu des débats et des polémiques entre les grandes familles politiques - gaulliste, communiste, royaliste, socialiste - sur la question des institutions tout particulièrement ;

Le terrain social est celui de la lutte des classes, qu'on l'envisage dans la perspective marxiste (lutte-destruction) ou, comme nous, dans celle de François Perroux (lutte-concours). Ce qui, de toutes manières, oblige les partis et les familles politiques à proposer un nouveau mode de répartition du revenu national et un nouveau système d'appropriation collective.

Ces remarques sont destinées à être précisées ou modifiées en fonction des critiques qui me seront adressées. C'est dans cet esprit que je les lance dans la discussion publique.

Bertrand RENOUVIN